

MAËLLE CARAVACA
JULIEN BENAYOUN

S'ENRICHIR SANS SE TRAHIR

Le guide pour épargner
et investir *durable*



**Le seul livre de finances
personnelles que vous
aurez envie de lire**

A L I S I O

DEVENEZ L'INVESTISSEUR·SE DU FUTUR !

Et si la richesse n'était plus un tabou ? Car elle ne serait pas que financière. Et si l'investissement n'était pas réservé qu'aux initié·e·s vouant un culte absolu à la performance ? Car chaque euro placé pourrait devenir un acte puissant d'engagement.

Ce livre s'adresse à toutes celles et tous ceux qui veulent faire fleurir leur patrimoine sans compromettre le Vivant, sans nourrir les injustices et sans rougir de s'enrichir. Parce que oui : on peut investir, gagner, transmettre... et être fier·ère de ce que l'on finance.

Des fondations historiques à la pratique de terrain, des classes d'actifs aux enveloppes fiscales, vous trouverez au fil de votre lecture :

- des stratégies concrètes,
- des exercices pratiques,
- des conseils avisés,
- et certainement des déclics irréversibles.

Ce guide est une boîte à outils ET un manifeste. Il est écrit dans un langage déjargonné, avec un ton parfois drôle et toujours bienveillant. Il n'est pas là pour vous culpabiliser, mais pour vous éclairer et vous aider à vous poser les bonnes questions.

Chaque euro placé est un vote. Pour le monde que vous souhaitez. Ou celui que vous laissez exister.

Maëlle CARAVACA est cofondatrice de La Crèmerie, un cabinet de conseil en investissement responsable.

Julien BENAYOUN est cofondateur de Lita, une plateforme d'investissement participatif pour les entreprises à impact.

ISBN : 978-2-37935-437-3



9 782379 354373

24,90 €
prix TTC France



Rayon : Finance

S'enrichir sans se trahir

LE GUIDE POUR ÉPARGNER
ET INVESTIR ***DURABLE***

Conseil éditorial : Meriem Menjra
Suivi éditorial : Stéphanie Cochet
Relecture-correction : Anne-Lise Martin et Céline Haimé
Design de couverture et maquette : Anou Studio
Photographie de Maëlle Caravaca : © Clément Billerot

© 2025 Alisio, une marque des éditions Leduc

76, boulevard Pasteur
75015 Paris – France
ISBN : 978-2-37935-437-3

Maëlle Caravaca
Julien Benayoun

S'enrichir sans se trahir

LE GUIDE POUR ÉPARGNER
ET INVESTIR ***DURABLE***

A L I S I O

01

La Finance durable, c'est quoi ?

Introduction

18 Chapitre 1 - La Finance durable a aussi son histoire

- 18 Quand la religion s'en mêle
- 18 Les États-Unis des années 1960-1970
- 21 Années 1980 : la décennie des premiers fonds responsables en France et en Europe
- 22 Années 1990 : Alerte générale, notre argent détruit la planète !
- 23 Le tournant de la COP21
- 26 La Finance durable devient progressivement un *must have*

32 Chapitre 2 - La Finance durable : une multitude d'approches et de pratiques

- 32 La Finance durable : un concept générique
- 35 L'investissement responsable : le défi de rendre la Bourse plus éthique
- 53 La Finance verte : pour la transition énergétique et la lutte contre le dérèglement climatique
- 59 Et la Finance à impact dans tout ça ?
- 62 La niche de la Finance solidaire

67 Pour aller plus loin

- 67 Tout savoir sur les labels
- 72 Quiz
- 74 Votre bilan patrimonial
- 81 Votre profil investisseur·euse

Sommaire

02

Épargner

92 La Money Therapy

95 Chapitre 1 - La base : le compte courant

104 Chapitre 2 - L'épargne : mettez de l'argent de côté... mais pas sous votre matelas !

108 L'épargne de précaution

110 L'épargne de projet

111 L'épargne de long terme

112 Chapitre 3 - Les livrets

112 Le livret A

120 Le livret de développement durable et solidaire

126 Le livret d'épargne populaire

131 Le livret jeune

134 Le Plan Épargne Logement

140 Le Compte Épargne Logement

144 Le compte à terme

148 Le livret d'épargne bancaire

151 Bonus : quels produits d'épargne pour vos enfants ?

158 Le récap

160 Quiz

03

Investir

164 Introduction

166 Chapitre 1 - Les classes d'actifs

171 Le marché boursier

190 Les marchés privés

205 L'immobilier

221 Les actifs alternatifs

228 Les crypto-actifs

236 Chapitre 2 - Les fonds

239 Les OPCVM

247 Les ETF

256 Les produits structurés

269 Les SCPI

278 Les fonds de Private Equity

286 Les fonds d'infrastructure

293 Les foncières solidaires

299 Les forêts

307 Chapitre 3 - Les enveloppes fiscales

309 L'assurance-vie

318 Le compte-titres ordinaire

322 Le plan d'épargne en actions

327 Le plan épargne retraite

333 L'épargne salariale

338 Quiz

340 Conclusion

344 Glossaire

Introduction

Il était une fois... votre argent

Celui qui dort sur votre compte courant, qui vivote sur un livret A ou qui ambitionne de se multiplier dans une assurance-vie dont vous ignorez presque tout.

L'épargne française représente environ 6 000 milliards d'euros dont les deux tiers sont placés sur des comptes bancaires ou des *produits d'épargne réglementée**. D'ailleurs, plus de 8 Français.es sur 10 détiennent un livret A. Nous sommes les « champion.nes d'Europe » du bas de laine puisque nous mettons de côté en moyenne près de 19 % de notre revenu disponible en 2025 selon l'INSEE¹. Ce taux d'épargne a même dépassé les 25 % pendant la période du Covid !

Pourtant, en France, nous avons une très mauvaise éducation financière. Qu'il s'agisse des concepts économiques, des produits de placement, des règles fiscales ou encore des institutions et des intermédiaires, le savoir est encore réservé à une minorité d'initiés.

Ce déficit de connaissances s'explique assez bien : il est principalement nourri par l'opacité du secteur financier. Après avoir conservé une partie de vos économies sur des livrets, vous vous retrouvez souvent désarmé.e pour la suite. À moins de vous offrir les services personnalisés d'un.e conseiller.ère en gestion de patrimoine, la plupart du temps, voici ce que vous faites de votre argent :

- Vous le laissez à la banque sur des comptes et livrets.
- Vous ouvrez un contrat d'assurance-vie ou un PEA pour *prendre date*, sans trop savoir à quoi cela sert.
- Vous achetez des titres en direct sur des plateformes en ligne ou via des gérants d'actifs pour boursicoter un peu.
- Vous achetez un bien immobilier lorsque l'épargne est suffisante.

En réalité, on accumule de l'épargne pour se mettre à l'abri et on développe son patrimoine pour le transmettre à la prochaine génération. Au-delà de ses objectifs patrimoniaux, de son niveau de risque toléré et de la rentabilité espérée, on questionne rarement, voire jamais, ce que finance notre argent.

Il était une fois... un monde en crise.

La planète est en surchauffe, les forêts brûlent, les océans agonisent, des milliers

¹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8578657>

* Les mots surlignés en bleu sont définis dans le glossaire en fin d'ouvrage.

d'espèces disparaissent massivement, les inégalités se multiplient... Bref, nous sommes dans une économie qui tourne à plein régime, parfois à vide de sens, et qui risque de se retrouver à bout de souffle.

Pas besoin d'être un·e fervent·e écolo pour déceler les signaux d'alarme. Les scientifiques ont confirmé que six des neuf limites planétaires avaient déjà été franchies : le changement climatique, l'effondrement de la biodiversité, la perturbation des cycles de l'azote et du phosphore, l'artificialisation des sols, l'épuisement des ressources en eau douce, l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère... Tous ces indicateurs vitaux pour la stabilité de notre planète sont dans le rouge. Et les conséquences sont déjà visibles.

L'année 2024 détient d'ailleurs un record : elle a été la plus chaude jamais enregistrée à l'échelle mondiale et la première à dépasser le seuil de 1,5 °C de réchauffement climatique². Malheureusement, l'Europe est particulièrement exposée et se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale depuis les années 1980.

Des millions de personnes sont contraintes de fuir : en 2023, c'est près de 7,7 millions de réfugié·es climatiques recensé·es dans le monde. Un chiffre qui pourrait grimper à 1,2 milliard d'ici 2050 si rien ne change³. Comme souvent, ce sont les plus vulnérables qui paient le plus lourd tribut et les inégalités sociales se creusent à mesure que la crise écologique s'aggrave.

Mais inutile de vous plomber davantage le moral. Si vous avez ouvert ce livre, c'est sans doute que vous en êtes déjà pleinement conscient·e. Les rapports du GIEC, les mobilisations de scientifiques et d'ONG, les images de villes sous l'eau ou de forêts en feu... tout cela ne vous est pas étranger.

Investir responsable : un devoir

Entre ces deux histoires, il existe un lien insoupçonné : **l'investissement**.

Nous sommes tous et toutes investisseur·euses. Même quand on ne pense pas l'être. Chaque euro placé est un vote. Pour le monde que vous souhaitez. Ou celui que vous laissez exister.

Ce livre part d'un constat simple, presque brutal : **vosre épargne a un impact. Elle finance quelque chose, tout le temps, même quand vous ne le décidez pas. Elle contribue à construire la société d'une manière ou d'une autre.**

Elle peut financer des activités pétro-gazières, des groupes industriels de pesticides, d'élevage intensif, d'armement ou de déforestation en France et à l'autre bout du monde, aussi bien que de l'agroforesterie, des nouveaux moyens

² https://climate.copernicus.eu/global-climate-highlights?utm_source=pressrelease&utm_medium=referral&utm_campaign=gch24

³ https://www.acatfrance.fr/ressources/humains-36-dossier-quel-statut-pour-les-refugies-climatiques/?utm_source=chatgpt.com

de mobilité décarbonée, de la rénovation immobilière, des infrastructures de santé...

Investir, c'est l'acte politique par excellence.

C'est choisir ce que l'on veut voir grandir. Quand vous placez vos économies dans une entreprise pétrolière ou dans une coopérative agricole bio, dans un fonds indiciel sur le CAC 40 ou dans une start-up à impact, vous soutenez un modèle économique. Et vous l'encouragez à se développer. **Investir, c'est façonner l'avenir.**

Alors la question devient urgente : voulez-vous que votre argent construise un monde désirable et viable ou qu'il nous mène collectivement droit dans le mur ?

Bienvenue dans ce guide pour devenir l'investisseur·euse du futur

L'investisseur·euse du futur c'est un·e investisseur·euse qui comprend, qui choisit avec conviction et qui peut (enfin) être fier·ère parce qu'il sait ce que sa richesse nourrit.

Votre argent a du pouvoir. Même les plus petites sommes. Ce pouvoir est aujourd'hui en sommeil, silencieux, discret, souvent caché derrière les écrans d'une appli financière. Nous, on veut vous apporter plus de clarté.

Ce n'est pas un livre de recettes toutes faites pour « battre le marché », ni la formule magique pour réussir le prochain coup en Bourse et devenir millionnaire. Il éclaire les coulisses de la Finance et ouvre les boîtes noires des produits financiers.

Ce que nous vous proposons ici, c'est un changement de regard :

①

Comprendre le circuit de l'argent.

Où il va et à quoi il sert. Que se passe-t-il entre le moment où vous virez 5 000 € sur votre assurance-vie, et le moment où cet argent fait pousser un projet quelque part ? Ce circuit est souvent flou, voire invisible. On va le cartographier ensemble.

②

Reprendre le pouvoir sur vos placements.

Parce qu'être responsable, ce n'est pas forcément renoncer à la performance. Il existe des solutions concrètes, accessibles, enthousiasmantes, pour financer une économie résiliente, solidaire et soutenable. Agir est moins compliqué qu'il n'y paraît.

3

Redéfinir la richesse.

Il ne s'agit plus seulement d'optimiser votre épargne et de faire fructifier votre capital dans le vide. Il s'agit de poser une question essentielle : pourquoi accumuler si cela se fait au détriment du Vivant, de l'intérêt général et de la qualité de notre avenir ? La vraie richesse est-elle dans les chiffres ou dans l'utilité, dans la croissance infinie ou dans la contribution positive et le bien-être social ?

Des livres sur les finances personnelles, il en existe des centaines. Et les ouvrages au sujet de la Finance durable ne manquent pas non plus. Sauf qu'il est impossible de trouver un manuel qui vous apprenne les bases de l'investissement et qui vous fasse prendre conscience de l'impact de vos choix financiers.

Ce livre prend donc le contre-pied. La question de l'impact de votre argent n'est pas un chapitre à part, ce sera notre fil rouge ! Il s'agit d'un manuel (im) pertinent sur l'investissement responsable. Chaque produit, chaque stratégie, chaque conseil est pensé en intégrant dès le départ ces deux dimensions qui nous paraissent indissociables. Parce qu'au fond, pour être un·e bon·ne investisseur·euse, il faut nécessairement se projeter sur les 20 prochaines années. Il serait absurde de nier les conséquences désastreuses du dérèglement climatique sur nos écosystèmes économiques, financiers et productifs. Et inversement, vouloir investir de manière responsable sans maîtriser le b.a.-ba de l'investissement, ce serait se priver des meilleurs leviers d'action.

Vous allez suivre un itinéraire guidé pas à pas et chaque chapitre vous rapproche d'un objectif simple mais ambitieux : aligner vos investissements avec vos valeurs. Pour que votre argent participe à quelque chose de plus grand.

Déconstruire pour mieux construire

Commençons par faire le tri dans les idées reçues. Certaines vous empêchent très probablement de vous lancer :

« C'est pas pour moi. »

« Je n'ai pas grand-chose à investir. »

« C'est trop compliqué, la Finance c'est un terrain d'experts. »

« De toute façon, tout ce qui est soi-disant vert, c'est du greenwashing. »

« Si je veux du rendement, je ne peux pas concilier ça avec une démarche responsable. »

Ces croyances limitantes sont autant d'obstacles que nous tenterons de lever pour que chacun·e puisse se sentir concerné·e, quel que soit son niveau de connaissances, d'expérience ou d'épargne.

Déconstruire, c'est aussi repenser la façon dont l'investissement est habituellement présenté. Nous voulons vous donner des bases solides et des

réflexes qui vous serviront tout au long de votre vie d'investisseur·euse.

Et pour cela, nous avons choisi un point d'entrée atypique : plutôt que de partir des enveloppes fiscales et des produits financiers, comme si toutes les assurances-vie se ressemblaient ou tous les fonds actions se valaient, nous partirons de **l'actif** pour que vous preniez l'habitude de toujours vous demander ce que votre capital finance au bout du bout. Car rappelez-vous, derrière chaque placement, il y a une réalité économique !

Ce guide démonte les poupées russes de la Finance pour atteindre le cœur : l'actif sous-jacent. Car oui, la Finance est construite comme une matriochka. **C'est ici, tout au fond, que se cache le vrai sens de votre investissement. Le moteur de votre impact.**

- À l'extérieur, souvent une enveloppe fiscale : assurance-vie, PEA, PER, CTO...
- À l'intérieur, un produit collectif : un fonds OPCVM, ETF, SCI, SCPI, produits structurés...
- Et enfin, le contenu réel : des actions ou des obligations d'entreprises cotées en Bourse, de l'immobilier, des projets d'infrastructure, des PME non cotées et des ressources naturelles.

Ce livre vous aidera à identifier chaque couche. Pour que vous ne soyez plus un·e spectateur·rice désengagé·e, mais un·e acteur·rice informé·e. Mais déconstruire ne suffit pas. Nous souhaitons partager avec vous des informations claires, sans langue de bois.

Par exemple, on utilise souvent les termes « Finance verte », « Finance à impact » ou « investissement socialement responsable » comme s'ils étaient interchangeables. En réalité, ce sont des approches totalement différentes, avec des méthodologies et des degrés d'exigence distincts. Vous n'aurez pas le même impact à travers un compte courant, une assurance-vie ou en finançant une start-up en direct, c'est pourquoi nous vous aiderons à comprendre ces subtilités.

Épargner, investir et mieux dormir

Pourquoi maintenant ? Parce que nous n'avons plus le temps d'attendre. La dernière étude du GIEC du 19 juin 2025 a conclu que, dans seulement 3 ans, nous aurons consommé la totalité du budget carbone restant pour espérer limiter le réchauffement à 1,5 °C, soit environ 130 milliards de tonnes de CO₂.

Nous nous dirigeons dangereusement vers un monde à + 4,4 °C.

La solution est sous nos yeux : s'il n'y a pas de futur sans nature, il n'y a pas non plus de changement sans argent. La Finance doit évoluer. Nous avons besoin

d'une nouvelle génération d'investisseur·euses lucides et engagé·es.

L'investisseur·euse du futur, ce n'est donc pas un prophète de la spéculation et du trading qui miserait sur les secteurs traditionnels quoi qu'il en coûte. C'est quelqu'un qui a compris une chose fondamentale : son argent peut faire la différence pour préserver l'environnement et le Vivant et assurer nos conditions de viabilité.

En 2024, seuls 13 % des Français·es se sont vu proposer par leur conseiller·ère un produit d'investissement responsable (sondage IFOP-FIR)⁴. C'est désolant. Car les idées ne manquent pas.

Dans le même temps, pour prendre l'exemple d'un produit populaire, l'épargne salariale, 84 % des fonds présents au sein des plans d'épargne salariale investissent dans des entreprises qui développent de nouveaux projets charbon, pétrole et gaz.

C'est ce que révèle le rapport 2024 de Reclaim Finance qui a passé au crible les fonds de 16 gestionnaires, notamment Amundi (groupe Crédit Agricole) et Natixis IM (groupe BPCE/Natixis) qui concentrent les deux tiers du marché. TotalEnergies, 6^e entreprise au monde à développer le plus de projets pétroliers et gaziers, est ainsi présent dans 7 fonds sur 10⁵.

Quand on sait qu'en France, il faudra investir 66 milliards d'euros supplémentaires par an à l'horizon 2030 pour espérer atteindre la neutralité carbone, il est clair que la Finance a un rôle indispensable à jouer dans la transformation de nos économies.

Et si demain votre argent défendait la transition énergétique, la mobilité douce, l'agriculture régénérative, l'économie circulaire, la gestion des ressources, la préservation de l'environnement, la santé et l'éducation, la consommation responsable, l'immobilier durable et solidaire... ?

Et si, au lieu de le laisser errer dans les circuits de la Finance mondialisée et désincarnée, on le ramenait sur le terrain, dans le réel, au service du bien commun ?

Il ne s'agit pas de devenir irréprochable. La Finance responsable ne l'est pas. Il s'agit simplement d'investir avec plus d'éthique pour regarder son reporting annuel sans rougir. Mieux : avec une pointe de fierté.

Le potentiel est immense. Il ne manque qu'un déclic. Qu'une décision. Qu'un mouvement. Ce livre est une invitation à rejoindre le mouvement.

4 https://www.frenchsif.org/isr_esg/wp-content/uploads/120793-Pour-presentation-orale-25-09-2024_V2.pdf

5 <https://reclaimfinance.org/site/2024/04/24/epargne-salariale-des-fonds-au-service-de-lexpansion-fossile>

Qui sommes-nous ?

Ce guide n'est pas l'œuvre de théoricien·nes qui observent de loin les rouages de la Finance. Il a été rédigé par deux professionnel·les confronté·es au quotidien à ces questions.

JULIEN BENAYOUN

Cofondateur et directeur général de Lita, plateforme leader de l'investissement citoyen à impact depuis 2014



Nous sommes aujourd'hui un acteur incontournable du financement des entreprises de la transition en France et en Belgique. L'expertise que j'ai développée depuis plus de 10 ans me place au cœur des préoccupations des épargnant·es : je connais leurs questions, leurs blocages ou leurs craintes face à des produits parfois intimidants. C'est justement en réponse à celles-ci que l'on continue à développer Lita pour leur permettre d'investir au sens propre du terme.

Notre approche découle directement de cette expérience de terrain. Les bases théoriques et le contexte historique sont bien sûr indispensables pour comprendre les enjeux, c'est pourquoi nous leur accordons une partie dédiée.

Mais nous partons avant tout de ce que nous entendons chaque jour dans nos échanges : « Comment être sûr·e que mon argent ne finance pas ce que je combats ? », « Par où commencer quand on n'y connaît rien ? », « Comment éviter le greenwashing ? ».



« Chaque chapitre de ce livre répond à des interrogations réelles, avec des exemples concrets et des outils pratiques que l'on peut directement mettre en œuvre. Car notre conviction, forgée par des années d'accompagnement, c'est qu'un·e épargnant·e informé·e et outillé·e devient un·e acteur·rice puissant·e de la transformation de notre économie. »

MAËLLE CARAVACA

*Cofondatrice et présidente de La Crèmerie, cabinet de
gestion de patrimoine et de conseil en investissement
responsable*



Je suis cofondatrice et présidente de La Crèmerie, cabinet de gestion de patrimoine et de conseil en investissement responsable. À travers mon activité professionnelle, je m'interroge sur le changement que je peux apporter au contact de mes client-es, particuliers, familles et entreprises. Je m'en suis donc fait une mission : vous délivrer du conseil dans la gestion stratégique de votre argent, en ayant conscience de l'impact qu'il produit. Mon objectif est de lever tous les obstacles et de vous faciliter l'accès à toutes les formes de l'investissement responsable.

Je souhaite que vous soyez acteur·rice du monde de demain, en développant votre patrimoine sans compromettre notre patrimoine naturel. Je travaille au cœur de ces sujets chaque jour et je milite pour une Finance qui soutient le Vivant et l'inclusion.



« Je collabore avec des acteur·rices de la transition et j'anime de nombreux ateliers pour sensibiliser à ces enjeux.

Si nous avons écrit ce livre, c'est parce que nous croyons fermement que l'on peut être un·e investisseur·euse engagé·e, sans être complice des ravages du capitalisme, et que l'on peut s'enrichir sans renier ses convictions. »

Partie 1

La Finance *durable*, c'est quoi ?

01

PAGE 18

Chapitre 1 - La Finance durable a aussi son histoire

- ⑨ Quand la religion s'en mêle
- ⑨ Les États-Unis des années 1960-1970
- ⑨ Années 1980 : la décennie des premiers fonds responsables en France et en Europe
- ⑨ Années 1990 : Alerte générale, notre argent détruit la planète !
- ⑨ Le tournant de la COP21
- ⑨ La Finance durable devient progressivement un *must have*

PAGE 32

Chapitre 2 - La Finance durable : une multitude d'approches et de pratiques

- ⑨ La Finance durable : un concept générique
- ⑨ L'investissement responsable : le défi de rendre la Bourse plus éthique
- ⑨ La Finance verte : pour la transition énergétique et la lutte contre le dérèglement climatique
- ⑨ Et la Finance à impact dans tout ça ?
- ⑨ La niche de la Finance solidaire

PAGE 67

Pour aller plus loin

- ⑨ Tout savoir sur les labels
- ⑨ Quiz
- ⑨ Votre bilan patrimonial
- ⑨ Votre profil investisseur·euse

Chapitre 1

La Finance durable a aussi son histoire

L'évolution de la Finance traditionnelle vers une Finance qui se soucie de son utilité écologique et sociale est le fruit de prises de conscience dans notre société, mais aussi des évolutions de la réglementation nationale et internationale. Ces deux sources se nourrissent l'une et l'autre au fil du temps et dessinent les contours d'une histoire pleine de rebondissements.

Quand la religion s'en mêle

Tout a commencé avec la religion. Difficile à imaginer, et pourtant ! La morale en Finance s'est imposée d'abord au sein des communautés amish. Ce mouvement chrétien, fondé en Angleterre au milieu du XVII^e siècle et rapidement exporté aux États-Unis, compte parmi les premiers défenseurs de l'abolitionnisme. D'ailleurs, en 1758, lors d'une réunion annuelle, ils interdirent explicitement de s'enrichir grâce à l'achat et à la vente d'esclaves.

Ce n'est pas le seul courant religieux à apporter sa pierre à l'édifice. L'un des fondateurs de l'Église méthodiste, John Wesley, a lui aussi voulu allier morale et finances dans son discours « L'emploi de l'argent » en 1786. Il avance ce principe : « Gagne, épargne et donne autant que tu peux. » Son sermon est un réquisitoire contre les moyens de gagner de l'argent en exploitant les autres ou en faisant du mal à la « création ».

Bon à savoir

Si l'investissement confessionnel recoupe parfois certains principes de l'investissement responsable, il peut aussi s'opposer à financer des entreprises qui font la promotion d'idées progressistes comme les entreprises liées d'une manière ou d'une autre à l'avortement, la contraception des femmes, le soutien aux mouvements LGBTQIA+.

Les États-Unis des années 1960-1970

LA GUERRE DU VIETNAM

Les années 1960 et la guerre du Vietnam marquent un tournant pour la Finance durable. Ce conflit mené par les États-Unis soulève de vives oppositions, en

particulier chez les jeunes Américains qui prônent le pacifisme. Et le mouvement rencontre un écho grandissant. Par militantisme et pour ne pas aller à l'encontre de leurs valeurs morales, les Américains ne veulent pas investir leur argent directement ou indirectement dans des entreprises qui financent l'armement et la défense.

La guerre joue un rôle de catalyseur au sein de l'opinion publique américaine, en partie à cause de l'usage du napalm, de l'essence gélifiée, dans la confection des bombes incendiaires. Cette substance chimique s'accroche à la peau des victimes et fait fondre leur chair. Les Américains découvrent alors à la télévision des images choquantes d'enfants vietnamiens brûlés et mutilés.

Martin Luther King Jr exprime publiquement son opposition à la guerre et galvanise les étudiant-es qui manifestent sur les campus à travers tout le pays⁶. La révolte gronde jusque dans le secteur financier ! La cible des critiques les plus acerbes ? Dow Chemical, l'entreprise productrice du fameux napalm et de l'« agent orange », un mélange d'herbicides qui servait à détruire les plantations des Vietnamiens.

Parmi les nombreuses actions menées contre l'entreprise, celle du Medical Committee for Human Rights retient l'attention. Cette ONG spécialisée dans la santé, et qui soutient le mouvement des droits civiques, reçoit en 1968 un don de cinq actions de Dow Chemical. Elle réclame alors que la production de napalm soit soumise au vote des actionnaires, dont elle fait désormais partie. Malgré un échec judiciaire, l'affaire a fait tellement de bruit que Dow Chemical arrête la production de napalm dès mai 1969. Pour autant, elle n'a jamais reconnu que son choix était lié à l'action du Medical Committee⁷.

Dans la foulée, en 1971, l'antimilitarisme et l'éthique religieuse donnent naissance au premier fonds responsable américain : le Pax World Funds lancé par deux pasteurs. Opposés à la guerre du Vietnam, ils veulent éviter d'investir l'argent de leurs églises dans des entreprises concernées de près ou de loin par un conflit armé. Ce fonds d'investissement exclut le financement des sociétés qui fabriquent des produits tels que l'« agent orange », le napalm et les armes en général.

Peu après le lancement du fonds, ils excluent d'autres entreprises qu'ils jugent inappropriées. À la liste viennent donc s'ajouter les fabricants de tabac, d'alcool, les pollueurs et les organisateurs de jeux d'argent. C'est l'acte de naissance des stratégies d'investissement responsable dont on parlera plus tard.

6 <https://www.pbs.org/wgbh/americalexperience/features/two-days-in-october-dow-chemical-and-use-napalm/>

7 Sarah C. Haan, « Civil Rights and Shareholder Activism: SEC v. Medical Committee for Human Rights » (18 octobre 2019), Washington and Lee Law Review, Forthcoming, Washington & Lee Legal Studies Paper No. 2019-23

UN OBJECTIF ET DEUX MÉTHODES QUI S'OPPOSENT : LA FINANCE ET L'APARTHEID SUD-AFRICAIN

Les années 1960 voient aussi s'organiser l'opposition au gouvernement d'apartheid en Afrique du Sud.

■ *Méthode #1 : les principes de Sullivan*

En 1977, le révérend Leon Sullivan, qui siège au conseil d'administration du groupe automobile General Motors, plus grand employeur de personnes noires en Afrique du Sud à l'époque, soumet 7 principes que les entreprises doivent faire respecter pour leurs employé·es, parmi lesquels :

- La non-ségrégation des races dans tous les lieux de restauration, de confort et de travail.
- Le traitement équitable de tous les employé·es.
- L'égalité de rémunération pour tous les employé·es effectuant un travail égal ou comparable pendant la même période.

Ces principes ont été positivement accueillis et adoptés par plus de 125 entreprises américaines ayant des activités en Afrique du Sud. Jugés toutefois insuffisants, y compris par Sullivan lui-même, à partir de la fin des années 1980, les demandes de désinvestissement complet prennent de l'ampleur.

■ *Méthode #2 : le désinvestissement comme arme politique*

Dans les années 1960, des étudiant·es américain·es ont eu l'idée d'exercer une pression avec leurs finances. En effet, des universités utilisent une part de leur fonds de dotation comme outil d'investissement. Elles ont ainsi le pouvoir de faire pression sur les entreprises opérant en Afrique du Sud et par conséquent sur l'économie et le gouvernement local.

L'idée défendue par la jeunesse fait son chemin. En 1976, Hampshire College devient la première école du pays à désinvestir. L'université poursuivra dans cette voie en s'engageant vers l'investissement socialement responsable. En octobre 1982, elle est la première à adopter une politique globale en la matière. Et en mars 1983, l'établissement interdira tout investissement futur au profit d'une entreprise fabriquant des ogives nucléaires⁸.

Le mouvement initié par le Hampshire College étend de plus en plus sa portée. En 1988, 155 universités (environ 5 % de celles que compte le pays) se sont au moins partiellement désengagées d'Afrique du Sud⁹, au point d'alerter

⁸ <https://www.hampshire.edu/chapter-6-divestment>

⁹ American Committee on Africa, « Divestment Action on South Africa by US and Canadian Colleges and Universities », <https://kora.matrix.msu.edu/files/50/304/32-130-E6E-84-AL.SFF.DOCUMENT.acoa000194.pdf>.

l'opinion publique, bien au-delà des institutions académiques. De nombreux États américains ont par exemple décidé de ne plus investir les retraites de leurs citoyen·nes dans des entreprises de la région, tandis que le Congrès américain adopte une série de sanctions économiques contre le gouvernement sud-africain.

Années 1980 : la décennie des premiers fonds responsables en France et en Europe

Comme au Royaume-Uni et aux États-Unis, le premier *fonds d'investissement* responsable français émerge de la réflexion d'une organisation religieuse : il s'agit du fonds « Nouvelle Stratégie 50 » lancé en 1983 sous l'impulsion de Nicole Reille et de l'association Éthique et Investissement.

Un peu d'histoire

Bonne sœur et pionnière de l'investissement responsable en France : qui était Nicole Reille ?

Au début des années 1970, sœur Nicole Reille est nommée économe de la congrégation Notre-Dame des Chanoinesses de Saint-Augustin, une fonction qui consiste à administrer les biens et à gérer l'argent de la communauté. Rapidement, elle se pose la question d'assurer la vie des sœurs vieillissantes et de constituer des ressources financières pérennes et rentables. Alors qu'elle commence à échanger avec des banquiers pour le placement des fonds, la branche brésilienne de sa congrégation l'interpelle sur le risque de faire appel à des multinationales qui les « exploitent sous prétexte de faire fructifier des dividendes pour les actionnaires ». C'est un déclic : quand elle investit auprès de grandes entreprises, elle met un point d'honneur à dire aux dirigeants ce qu'elle pense de leurs actions, en particulier dans les pays du Sud, pour tenter de les faire évoluer.

Elle instaure ainsi un dialogue avec les patrons de firmes comme Saint-Gobain, Danone ou Essilor, mais aussi avec des salarié·es, des délégué·es syndicaux·les...

Avec une même préoccupation en tête : sur quels investissements s'appuyer pour parvenir à plus de justice au sein des entreprises¹⁰ et dans la société ?

C'est ainsi qu'en 1983 naît l'association Éthique et Investissement, puis, dans la foulée, le fonds de placement collectif « Nouvelle Stratégie 50 » en partenariat avec la société de gestion Meeschaert Asset Management.

¹⁰ « Nicole Reille, sœur et “mère” de l'ISR français », entretien extrait de *ISR : une histoire de familles*, édité par Axylia Conseil, 2010, <https://www.calameo.com/read/000383955e818551c690d>

Pour Nicole Reille, bien plus qu'une simple sélection des entreprises « bonnes élèves », l'investissement éthique a pour ambition de faire évoluer les pratiques des affaires. Un travail au long cours qui devrait être au cœur du rôle de l'actionnaire.

Le fonds « Nouvelle stratégie 50 » pratique non seulement une approche d'exclusion, en s'interdisant d'investir dans des secteurs controversés comme l'alcool ou l'armement, mais aussi une approche « positive » qui consiste à sélectionner des entreprises sur des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance. C'est le premier fonds d'investissement à utiliser cette méthode en France¹¹. Il se dote d'une vingtaine de critères d'analyse, précurseurs à de nombreux égards. Les gérants du fonds évaluent les entreprises sur la base des plans de formation, du partage de la valeur avec les salarié-es, de l'intégration d'employé-es étranger-ères dans les équipes, de la stratégie d'innovation, de l'engagement pour la protection de l'environnement ou de la politique d'emploi en faveur des personnes handicapées.

La même année, le premier *fonds de partage* français, créé par la banque Crédit Coopératif et la société de gestion Ecofi en collaboration avec l'association CCFD-Terre Solidaire, voit le jour. Il se nomme « Faim et Développement¹² ». Le fonds se distingue par le fait qu'une partie des capitaux sert à financer des structures et des projets à forte utilité sociale, environnementale ou culturelle. Le premier modèle français du genre agit dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud.

Enfin les années 1980 marquent aussi l'apparition d'un des premiers fonds européens mettant l'accent sur l'écologie et l'utilisation durable des ressources naturelles : c'est le fonds britannique « Merlin Ecology Fund » (désormais appelé « Jupiter Ecology Fund »). Lancé en 1988 par Tessa Tennant, il a posé l'une des premières briques de la Finance verte mondiale.

Années 1990 : Alerte générale, notre argent détruit la planète !

Le 24 mars 1989, le superpétrolier *Exxon Valdez* s'échouait en Alaska, provoquant le déversement de plus de 40 000 tonnes de pétrole brut dans l'océan. C'est l'une des plus grandes catastrophes environnementales de l'histoire des États-Unis.

L'immense marée noire a touché plus de 2 000 kilomètres de littoral, avec des conséquences épouvantables sur les oiseaux migrateurs et aquatiques, les

11 « Nicole Reille, sœur et “mère” de l'ISR français », entretien cité ; « Hommage à Nicole Reille », *RSE Magazine*, 2012, https://www.rse-magazine.com/Hommage-a-Nicole-Reille_a147.html/

12 <https://ccfd-terresolidaire.org/je-soutiens/epargne-solidaire/>

poissons, la faune et leurs habitats, ainsi que les communautés locales¹³.

À cette occasion, une coalition d'écologistes et d'investisseur·euses réalise que pour obtenir un véritable changement, les chefs d'entreprise doivent être tenus responsables des dommages causés sur l'environnement. Ils ont ainsi conçu les « principes Valdez », rebaptisés par la suite « Ceres principes ». Il s'agit **d'un code en 10 points** à destination des entreprises, invitées à les approuver publiquement :

- | | |
|--|---|
| 1 Protection de la biosphère | 6 Réduction et élimination des déchets |
| 2 Conservation de l'énergie | 7 Produits et services sûrs |
| 3 Utilisation durable des ressources naturelles | 8 Réduction des risques |
| 4 Restauration de l'environnement | 9 Information du public |
| 5 Audits et rapports | 10 Engagement de la direction |

Le tournant de la COP21

Pour aborder ce nouveau combat, nous avons donné la parole à **Lucie Pinson**. Militante pour la justice sociale et environnementale, elle a fondé en 2020 l'ONG Reclaim Finance avec l'objectif de mettre la finance au service de la justice sociale et climatique. L'ONG joue un rôle de contre-pouvoir citoyen en analysant les activités des acteurs financiers.

Elle a reçu le prix Goldman pour l'environnement en novembre 2020, en reconnaissance de son travail sur le charbon, et a été listée en 2023 par *Time Magazine* comme une des 100 personnes les plus influentes sur les questions climatiques.

¹³ <https://darrp.noaa.gov/oil-spills/exxon-valdez>

■ Comment en êtes-vous venue à vous intéresser au charbon ?

Lucie Pinson : « Je voulais travailler sur la responsabilité des institutions politiques, économiques et financières dans les injustices sociales et environnementales. J'ai obtenu un poste dans le domaine de la Finance au sein des Amis de la Terre [association de protection de l'environnement, du climat et de défense des droits humains]. Il portait principalement sur les financements des banques dans le secteur du nucléaire et des agrocarburants mais il était plutôt ouvert. En tant que chargée de campagne, je voulais avoir le plus d'impact possible et le "dossier" énergies fossiles a attiré mon attention : la question du charbon commençait à émerger dans les débats des ONG et les banques françaises apparaissaient en tête des classements dans son financement. Nous sommes alors en 2013, à 2 ans de la COP21 à Paris. »

On sent que le climat va s'inviter dans l'agenda des acteurs financiers. Ils voudront démontrer à l'opinion publique qu'ils sont actifs dans la lutte contre le dérèglement climatique, ce qui est difficilement possible si leur sont rappelés leurs soutiens massifs au charbon, première énergie émettrice de gaz à effet de serre et dévastatrice pour la santé des populations avec, à l'époque, 800 000 morts prématurées par an liées au charbon.

Néanmoins, le rapport de force était très différent de ce qu'il est aujourd'hui et le sujet mobilisait peu. De plus, le charbon semblait lointain pour la population française pour qui cela évoquait le XIX^e siècle et Germinal. Il pesait pourtant encore très lourd dans le mix énergétique mondial. La première étape était donc créer une opposition et une colère face aux impacts du charbon pour ensuite apporter la cause, les financements de nos banques, les solutions, et la mobilisation pour les pousser à cesser ces soutiens. »

■ Comment est venu le déclic ?

« À cette époque, j'ai vu d'un projet de mine de charbon (Alpha Coal) soutenu par la Société Générale en Australie. Il cohabitait toutes les mauvaises cases. Au-delà de son propre impact climatique, il risquait d'ouvrir la voie à huit autres mines. Il menaçait également la biodiversité, car le charbon devait être exporté à travers la Grande Barrière de corail... Autant d'arguments qui en faisaient un cas susceptible de convaincre. Je me suis donc lancée avec un objectif :

pousser la Société Générale à se retirer du projet (qui n'a après cela jamais vu le jour), puis j'ai élargi mon combat à des demandes toujours plus ambitieuses.

Plus je creusais le sujet, plus je prenais conscience de toutes les imbrications à l'œuvre. Alors que je n'avais travaillé qu'en direction des banques, j'ai progressivement ouvert le débat sur le rôle des investisseurs puis celui des assureurs. Mais il manquait toujours de nombreuses pièces du puzzle, et c'est dans l'optique de travailler sur l'ensemble du secteur financier, comprenant aussi les autorités publiques, les instances de régulation et de nombreux autres acteurs privés, que j'ai fondé Reclaim Finance en 2020. »

■ Pourquoi ce combat est-il si essentiel à vos yeux ?

« La bataille du climat est la mère des batailles, mais derrière l'enjeu du carbone se trouvent des problématiques sociales, environnementales et économiques majeures. Les projets d'énergies fossiles sont souvent associés à des violations de droits humains, à une pollution lourde des sols et de l'eau, à des déplacements de populations... C'est contre tout cela qu'on se mobilise, quand bien même la question climatique demeure l'axe principal de nos activités, pour des raisons tactiques alors que le climat a une plus grande portée médiatique depuis la COP 21. »

■ Quel impact a eu la COP21 en 2015 ?

« Il y a eu une réelle dynamique au moment de ce rendez-vous international notamment parce que la France l'accueillait et voulait s'assurer de son succès à travers des annonces fortes. Puis, en 2017, s'est tenu le One Planet Summit, événement d'ampleur internationale organisé par Emmanuel Macron suite à l'élection de Donald Trump. Le secteur privé, notamment financier, a une fois de plus été encouragé à prendre des engagements (d'autant plus que l'État n'a fait aucune annonce). Nombre d'entreprises vont répondre à ces appels et défendre publiquement leurs résolutions pour le climat et contre le charbon. Celles-ci se doivent d'être toujours plus ambitieuses et les acteurs financiers sont pris à leurs propres jeux. Alors qu'il y a 10 ans, beaucoup tenaient des discours du type "on va développer un charbon propre", "c'est une énergie nécessaire pour le développement économique", ils vont exclure des pans toujours plus larges du secteur du charbon et tous s'accordent aujourd'hui pour dire que c'est une énergie désastreuse. »